



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 63.243/4  
du 26 avril 2018

advies 63.243/4  
van 26 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal  
'déterminant le régime et les  
règles de fonctionnement  
applicables aux structures  
d'accueil et les modalités de  
contrôle des chambres'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot vastlegging van het  
stelsel en de werkingsregels  
van toepassing op de  
opvangstructuren en de  
modaliteiten betreffende de  
kamercontroles'

Le 29 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux structures d'accueil et les modalités de contrôle des chambres'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 avril 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 avril 2018.

\*

Op 29 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vastlegging van het stelsel en de werkingsregels van toepassing op de opvangstructuren en de modaliteiten betreffende de kamercontroles'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 26 april 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 april 2018.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

L'arrêté en projet a pour objet de déterminer le régime et les règles de fonctionnement applicables aux structures d'accueil, à savoir notamment les droits et les obligations des résidents des structures d'accueil et les règles de vie et de fonctionnement dans la structure d'accueil, et les modalités de contrôle des chambres.

À l'exception de son article 19 relatif au contrôle des chambres <sup>1</sup>, il trouve son fondement juridique dans l'article 19, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 janvier 2007 'sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers', selon lequel :

« Le Roi détermine le régime et les règles de fonctionnement applicables aux structures d'accueil. Un règlement d'ordre intérieur établi par le ministre en détermine les modalités d'exercice. Il est veillé à la bonne et complète compréhension de celui-ci par le bénéficiaire de l'accueil ».

La loi du 12 janvier 2007 régit l'accueil dans des structures dites « ouvertes ».

Cette loi prévoit notamment que :

– la structure d'accueil est la structure communautaire ou individuelle au sein de laquelle l'aide matérielle est octroyée au bénéficiaire de l'accueil (article 2, 6<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, de la loi) ;

– dès l'arrivée du demandeur d'asile dans la structure d'accueil, le règlement d'ordre intérieur de la structure d'accueil lui est communiqué (article 14, alinéa 2, de la loi) <sup>2</sup> ;

– l'agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile délivre au demandeur d'asile une brochure d'information décrivant notamment ses droits et obligations tels qu'énoncés dans la loi (article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi).

---

<sup>1</sup> Comme le rappelle le rapport au Roi, cet article trouve son fondement juridique dans l'article 19, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 janvier 2007.

<sup>2</sup> Selon l'exposé des motifs (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2565/001, p. 29) :

« En vue d'un bon fonctionnement et de la préservation de l'ordre au sein de ces structures, un règlement d'ordre intérieur sera adopté par le ministre et établira les règles de vie qui doivent être observées par les résidents ainsi que les modalités d'exercice de leurs droits. Ces règles de vie ont trait à la vie des résidents au sein des structures d'accueil et de leurs dépendances. Ce règlement d'ordre intérieur mentionne également les mesures d'ordre et les sanctions qui peuvent être prises conformément aux articles [44 et 45].

Le règlement d'ordre intérieur est communiqué au bénéficiaire de l'accueil dès son arrivée dans la structure. On veillera à sa bonne et complète compréhension par le bénéficiaire de l'accueil ».

L'article 3 du projet rappelle le champ d'application du projet et précise le caractère ouvert de la structure d'accueil, en ajoutant que l'absence d'obligation d'y résider effectivement n'autorise pas pour autant l'octroi de l'aide matérielle en dehors de la structure.

L'article 5 du projet énonce l'obligation dans le chef de la structure d'accueil de rendre l'arrêté en projet disponible à la requête du bénéficiaire de l'accueil, nonobstant l'obligation de lui communiquer le règlement d'ordre intérieur dès son arrivée dans la structure d'accueil.

Les articles 4 et 18 du projet précisent que les modalités d'exécution de l'arrêté en projet sont énoncées dans le règlement d'ordre intérieur et que celui-ci rappelle dans un langage facile à comprendre les droits et obligations des bénéficiaires de l'accueil.

Ces dispositions du projet ne font que reproduire ou paraphraser les dispositions de la loi du 12 janvier 2007. Or, il n'y a pas lieu de rappeler, dans l'arrêté royal, des dispositions qui se trouvent dans la loi<sup>3</sup>.

Les articles 3 à 5 et 18 du projet doivent dès lors soit être omis, soit – si l'auteur de l'arrêté estime que le maintien de ces règles est utile à la bonne compréhension de l'arrêté en projet par ses destinataires, à savoir, au premier chef, les résidents – être complété par l'ajout des mots « conformément à l'article (...) de la loi ».

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### DISPOSITIF

#### Articles 10 et 13

1. À l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et qui leur sont expliquées » font double emploi avec ce que prévoit déjà l'article 10, alinéa 3, en projet : ils seront omis.

2. Dans le contexte de l'article 13, alinéa 2, qui fait état de l'obligation qui pèse sur les résidents de respecter le matériel de détection et de lutte contre l'incendie, la portée des mots « Conformément à l'article 10 (alinéa 3) » – lequel énonce que « [l]es règles de prévention et de sécurité en matière d'incendie visées à l'article 13 [...] sont expliquées au résident lors de son arrivée dans la structure d'accueil » – n'apparaît pas clairement.

<sup>3</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

Dès lors que l'intention est d'informer le résident dès son arrivée de l'obligation qui lui incombe de respecter le matériel de détection et de lutte contre l'incendie, mieux vaut omettre les mots « Conformément à l'article 10 (alinéa 3) » dans l'alinéa 2 en projet et consacrer cette règle dans l'article 10, alinéa 3, en le rédigeant comme suit :

« Les règles de prévention et de sécurité en matière d'incendie, y compris l'obligation de respecter le matériel de détection et de lutte contre l'incendie, qui sont mentionnées à l'article 13, sont expliquées (la suite comme au projet) ».

### Article 11

1. Il n'appartient pas à l'auteur du projet de régler le régime de responsabilité civile applicable aux résidents par l'effet de la loi. Si l'auteur estime que le maintien de l'alinéa 3 est utile à la bonne compréhension de l'arrêté en projet par ses destinataires – voir l'observation générale –, ce dispositif peut être maintenu, étant toutefois entendu qu'il a pour seule portée de rappeler que le droit commun de la responsabilité civile extracontractuelle s'applique aux résidents, comme l'expression « Conformément aux règles en matière de responsabilité civile extra contractuelle » le laisse entendre.

2. À l'alinéa 4, l'adverbe « éventuellement » est inutile et sera omis.

### Article 17

L'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet instaure une obligation minimale de fréquentation de la structure d'accueil pour conserver le droit à l'hébergement, dont le non-respect entraîne pour le résident la mise à disposition de sa place et l'obligation de solliciter la désignation d'une nouvelle structure d'accueil, si le bénéficiaire de l'accueil le souhaite.

Dans l'alinéa 2 de l'article 17 du projet, il est prévu que le ministre règle les modalités d'application de cette disposition dans le règlement d'ordre intérieur et qu'il peut notamment fixer un délai maximal de séjour autorisé en dehors de la structure d'accueil lorsque le résident a averti préalablement la structure d'accueil de son absence et un délai maximal lorsqu'il ne l'a pas fait.

Or, au lieu de subdéléguer cette compétence au ministre, il revient à l'auteur du projet lui-même de fixer les conditions dans lesquelles le bénéficiaire de l'accueil qui quitte momentanément ou non la structure d'accueil, conserve le droit à l'hébergement, compte tenu notamment des conséquences prévues par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 12 janvier 2007 <sup>4</sup>.

Par conséquent, l'article 17 du projet doit être revu.

---

<sup>4</sup> En vertu de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 12 janvier 2007, l'Agence peut limiter ou, dans des cas exceptionnels, retirer le droit à l'aide matérielle, lorsqu'un demandeur d'asile refuse le lieu d'inscription désigné par l'Agence, ne l'utilise pas ou l'abandonne sans en avoir informé l'Agence ou, si une autorisation est nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue.

### Article 19

1. Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 19 du projet, il est précisé que les personnes désignées par le directeur ou le responsable de la structure d'accueil et dont l'identité est communiquée aux résidents, dès leur arrivée dans la structure d'accueil, pourront accéder aux chambres des résidents ainsi qu'à leurs armoires afin d'y exercer un contrôle.

Selon l'article 19, § 2, alinéa 4, de la loi du 12 janvier 2007, le Roi doit prévoir, dans la mise en œuvre de la compétence qui lui est attribuée en vertu de l'article 19, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi, la stricte limitation du nombre de personnes que le directeur ou le responsable de la structure d'accueil peut désigner pour exécuter ce contrôle.

Or, l'article 19 du projet ne contient aucune limitation du nombre de personnes qui peuvent être désignées pour exécuter le contrôle des chambres.

Il doit dès lors être complété sur ce point.

2. Le paragraphe 2, alinéa 3, énonce que des contrôles inopinés des chambres, « en dehors des tranches horaires précisées dans le règlement d'ordre intérieur et sans information préalable », peuvent seulement être opérés « dans les cas prévus par la loi ».

Le rapport au Roi indique, quant à lui :

« À titre exceptionnel, le contrôle des chambres des bénéficiaires de l'accueil peut avoir lieu, en dehors des modalités de fréquence fixées par le Roi mais uniquement lorsqu'il s'avère motivé par des exigences particulières de prévention en matière de sécurité, de lutte contre l'incendie, d'hygiène ou en cas de manquement grave au règlement d'ordre intérieur ».

Mieux vaut dès lors préciser dans le dispositif qu'il s'agit des cas énoncés à l'article 19, § 2, alinéa 4, de la loi.

3. Le paragraphe 3, alinéa 3, énonce :

« Il est déterminé dans le règlement d'ordre intérieur ce qu'il advient des biens saisis ».

Le rapport au Roi énonce de manière plus précise qu'il s'agira dans le règlement d'ordre intérieur de « régler les modalités de confiscation des objets dangereux ou interdits ainsi que les modalités de dépôt et de stockage de ceux-ci et le sort qui leur est réservé lorsque le résident quitte la structure d'accueil communautaire ».

La disposition en projet gagnerait à être formulée dans les termes plus précis qui figurent dans le rapport au Roi, étant entendu que les dispositions du règlement d'ordre intérieur devront être conformes aux règles légales, constitutionnelles et conventionnelles qui protègent le droit de propriété.

4. Dans la version néerlandaise du paragraphe 2, alinéa 3, le mot « onverwachte » sera inséré entre le mot « kunnen » et le mot « controles ».

### Article 21

1. L'article 21, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4, du projet prévoit la possibilité pour le ministre d'établir un règlement d'ordre intérieur spécifique pour les mineurs (non accompagnés) qui résident dans des structures d'accueil, voire pour d'autres catégories spécifiques de résidents.

Or, il reviendra au ministre, lorsqu'il mettra en œuvre l'habilitation qui lui est accordée par l'article 19, § 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, de la loi du 12 janvier 2007, de tenir compte de la situation particulière des personnes vulnérables au sens de l'article 36 de la loi du 12 janvier 2007.

Les alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4 de l'article 21 du projet sont donc inutiles et doivent être omis.

2. L'alinéa 3 de l'article 21 du projet, selon lequel l'arrêté en projet n'est pas applicable aux centres d'observation et d'orientation visés aux articles 40 et 41 de la loi<sup>5</sup>, trouverait mieux sa place parmi les dispositions générales du projet.

### Article 22

Il convient de compléter la disposition en projet afin d'indiquer une date précise d'entrée en vigueur ou, à défaut, de supprimer cette disposition<sup>6</sup>.

\*

---

<sup>5</sup> Comme le rappelle le rapport au Roi accompagnant l'arrêté royal du 9 avril 2007 'déterminant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux centres d'observation et d'orientation pour les mineurs étrangers non accompagnés', les centres d'observation et d'orientation sont des structures d'accueil, au sens de la loi précitée, dotées d'un régime juridique spécifique en raison des particularités des bénéficiaires de l'accueil qui y résident provisoirement, à savoir les mineurs non accompagnés (*Moniteur belge* du 7 mai 2007, p. 24043).

<sup>6</sup> Dans cette hypothèse, l'arrêté entrera en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*, conformément à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerpbesluit strekt tot vaststelling van het regime en de regels betreffende de werkwijze die van toepassing zijn op de opvangstructuren, met name onder meer de rechten en plichten van de bewoners van de opvangstructuren en de leefregels en regels betreffende de werkwijze in de opvangstructuur, alsook de nadere regels voor de kamercontroles.

Met uitzondering van artikel 19, dat betrekking heeft op de kamercontroles,<sup>1</sup> ontleent het ontwerpbesluit zijn rechtsgrond aan artikel 19, § 1, van de wet van 12 januari 2007 ‘betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen’ dat luidt als volgt:

“De Koning bepaalt het stelsel en de werkingsregels die van toepassing zijn op de opvangstructuren. De uitvoeringsmodaliteiten worden vastgelegd in een huishoudelijk reglement dat door de minister wordt opgesteld. Er wordt over gewaakt dat de begunstigde van de opvang hiervan een goed en volledig begrip heeft.”

De wet van 12 januari 2007 regelt de opvang in zogenaamde “open” structuren.

Die wet bepaalt inzonderheid het volgende:

- De opvangstructuur is de collectieve of individuele structuur waarin materiële hulp wordt verschaft aan de begunstigde van de opvang (artikel 2, 6° en 10°, van de wet).

- Zodra de asielzoeker in de opvangstructuur aankomt, wordt hem het huishoudelijk reglement van de opvangstructuur overhandigd (artikel 14, tweede lid, van de wet).<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Zoals in het verslag aan de Koning wordt opgemerkt, ontleent dat artikel zijn rechtsgrond aan artikel 19, § 2, eerste lid, van de wet van 12 januari 2007.

<sup>2</sup> In de memorie van toelichting (*Parl.St.* Kamer 2005-06, nr. 51-2565/001, 29) wordt het volgende gesteld: “Met het oog op de goede werking en de ordehandhaving binnen deze structuren, wordt er door de Minister een huishoudelijk reglement aangenomen dat de leefregels bevat waaraan de bewoners zich moeten houden, evenals de modaliteiten van de uitoefening van hun rechten. De leefregels hebben betrekking op het leven van de bewoners in de opvangstructuren en hun bijgebouwen. Het huishoudelijk reglement vermeldt ook de ordemaatregelen en de sancties die genomen kunnen worden overeenkomstig de artikelen [44 en 45]. Er wordt een exemplaar van het huishoudelijk reglement aan de begunstigde van de opvang overhandigd bij diens aankomst in de opvangstructuur. Er wordt over gewaakt dat de begunstigde van de opvang hiervan een goed en volledig begrip heeft.”

- Het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers overhandigt de asielzoeker een informatiebrochure waarin met name zijn rechten en plichten zijn beschreven zoals geformuleerd in de wet (artikel 14, eerste lid, van de wet).

Artikel 3 van het ontwerp brengt de werkingssfeer van het ontwerp in herinnering en licht het open karakter van de opvangstructuur nader toe door eraan toe te voegen dat het feit dat de begunstigde niet verplicht is er daadwerkelijk te verblijven, niet betekent dat er buiten de structuur materiële hulp kan worden verstrekt.

Artikel 5 van het ontwerp schept ten aanzien van de opvangstructuur de verplichting om het ontworpen besluit ter beschikking te stellen van de begunstigde van de opvang die daarom verzoekt, en dit onverminderd de verplichting om hem bij zijn aankomst in de opvangstructuur het huishoudelijk reglement te overhandigen.

In de artikelen 4 en 18 van het ontwerp wordt aangegeven dat de nadere regels inzake de tenuitvoerlegging van het ontwerpbesluit zijn geformuleerd in het huishoudelijk reglement en dat dit reglement in een gemakkelijk te begrijpen taal herinnert aan de rechten en plichten van de begunstigten van de opvang.

Die bepalingen van het ontwerp zijn niet meer dan een herhaling of parafrase van de bepalingen van de wet van 12 januari 2007. Er is echter geen reden om bepalingen die in de wet staan, te memoreren in het koninklijk besluit.<sup>3</sup>

Derhalve moeten de artikelen 3 tot en met 5 en 18 van het ontwerp ofwel worden weggelaten, ofwel - indien de steller van het besluit meent dat het behouden van die regels eraan kan bijdragen dat de adressaten ervan, dit zijn in eerste instantie de bewoners, een goed begrip hebben van het ontworpen besluit - worden aangevuld met de woorden “overeenkomstig artikel (...) van de wet.”

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### DISPOSITIEF

#### Artikelen 10 en 13

1. In artikel 13, eerste lid, zijn de woorden “en die hen worden uitgelegd” een onnodige herhaling van wat reeds wordt bepaald in het ontworpen artikel 10, derde lid. Ze moeten worden weggelaten.

2. Met betrekking tot artikel 13, tweede lid, dat gewag maakt van de verplichting voor de bewoners om het materieel voor branddetectie en -bestrijding te respecteren, is niet duidelijk wat de strekking is van de woorden “In overeenstemming met (...) artikel 10 (alinea 3)” – volgens die laatstgenoemde bepaling worden “[de] regels inzake brandpreventie

---

<sup>3</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 80.

en -veiligheid bedoeld in artikel 13 van onderhavig besluit aan de bewoner uitgelegd bij zijn aankomst in de opvangstructuur.”

Aangezien het de bedoeling is de bewoner van bij zijn aankomst op de hoogte te brengen van zijn verplichting om het materieel voor branddetectie en -bestrijding te respecteren, verdient het aanbeveling de woorden “In overeenstemming met de verplichtingen in artikel 10 (alineea 3)” weg te laten uit het ontworpen tweede lid en die regel te verankeren in artikel 10, derde lid, door het te redigeren als volgt:

“De regels inzake brandpreventie en -veiligheid, waaronder de verplichting om het materieel voor branddetectie en -bestrijding te respecteren, die zijn vermeld in artikel 13, worden aan de bewoner uitgelegd (voorts zoals in het ontwerp).”

### Artikel 11

1. Het komt de steller van het ontwerp niet toe het regime van burgerlijke aansprakelijkheid te regelen dat krachtens de wet van toepassing is op de bewoners. Indien de steller meent dat het, voor een goed begrip van het ontwerpbesluit door de adressaten ervan, nuttig is dat het derde lid wordt behouden - zie de algemene opmerking -, dan kan dat dispositief worden gehandhaafd, mits het er enkel toe strekt eraan te herinneren dat het gemene recht inzake de buitencontractuele burgerlijke aansprakelijkheid van toepassing is op de bewoners, zoals de uitdrukking “Overeenkomstig de regels inzake extracontractuele burgerrechtelijke aansprakelijkheid” doet vermoeden.

2. In het vierde lid is het bijwoord “eventueel” overbodig en moet het worden geschrapt.

### Artikel 17

Artikel 17, eerste lid, van het ontwerp voorziet in een minimale verplichting tot verblijf in de opvangstructuur opdat de bewoner zijn recht op verblijf behoudt. De niet-naleving ervan leidt tot de terbeschikkingstelling van zijn plaats en tot de verplichting om de toewijzing van een nieuwe opvangstructuur te vragen indien de begunstigde van de opvang dat wenst.

In het tweede lid van artikel 17 van het ontwerp wordt bepaald dat de minister de nadere regels voor de toepassing van die bepaling vaststelt in het huishoudelijk reglement en dat hij meer bepaald kan overgaan tot de vaststelling van een maximale toegelaten verblijfsduur buiten de opvangstructuur wanneer de bewoner zijn afwezigheid vooraf heeft meegedeeld aan de opvangstructuur, en van een maximumtermijn wanneer hij dat niet heeft gedaan.

In plaats van die bevoegdheid aan de minister te subdelegeren, komt het echter de steller van het ontwerp zelf toe om de voorwaarden vast te stellen waaronder de begunstigde van

de opvang die de opvangstructuur al dan niet tijdelijk verlaat, het recht op opvang behoudt, met name gelet op de gevolgen bedoeld in artikel 4, § 1, 1° van de wet van 12 januari 2007.<sup>4</sup>

Artikel 17 van het ontwerp moet bijgevolg worden herzien.

### Artikel 19

1. In paragraaf 1, eerste lid, van artikel 19 van het ontwerp wordt aangegeven dat de personen die worden aangewezen door de directeur of de verantwoordelijke van de opvangstructuur en van wie de hoedanigheid onmiddellijk bij aankomst in de opvangstructuur wordt meegedeeld aan de bewoners, toegang krijgen tot de kamers van de bewoners en tot hun kasten teneinde er een controle uit te voeren.

Luidens artikel 19, § 2, vierde lid, van de wet van 12 januari 2007, moet de Koning bij het uitoefenen van de bevoegdheid die hem krachtens artikel 19, § 2, eerste lid, van de wet is toegekend, voorzien in de strikte beperking van het aantal personen dat de directeur of de verantwoordelijke van de opvangstructuur kan aanwijzen om de controle uit te voeren.

In artikel 19 van het ontwerp wordt echter geen enkele beperking opgelegd van het aantal personen die kunnen worden aangewezen om de controle van de kamers uit te voeren.

Het artikel moet derhalve op dat vlak worden aangevuld.

2. Luidens dat lid kunnen onverwachte controles van de kamers “buiten de in het huishoudelijk reglement vermelde uren en zonder voorafgaande inlichting” enkel “in de gevallen vermeld in de wet” plaatsvinden.

In het verslag aan de Koning staat dan weer het volgende te lezen:

“Ten uitzonderlijke titel, kan de controle van de kamers van de begunstigden van de opvang buiten de door de Koning vastgelegde frequentiemodaliteiten worden georganiseerd, maar enkel wanneer ze wordt verantwoord door specifieke eisen van preventie inzake veiligheid, brandbestrijding, hygiëne of bij ernstige tekortkoming op het huishoudelijk reglement.”

Er wordt in het dispositief dan ook best gepreciseerd dat het gaat om de gevallen die worden opgesomd in artikel 19, § 2, vierde lid, van de wet.

3. Paragraaf 3, derde lid, luidt als volgt:

“In het huishoudelijk reglement wordt bepaald wat er gebeurt met de in beslag genomen goederen.”

---

<sup>4</sup> Krachtens artikel 4, § 1, 1° van de wet van 12 januari 2007 kan het Agentschap het recht op materiële hulp beperken of, in uitzonderlijke gevallen, intrekken indien een asielzoeker de verplichte plaats van inschrijving die door het Agentschap werd toegewezen, weigert, niet benut, of verlaat zonder het Agentschap op de hoogte te stellen of, indien toestemming vereist is, zonder toestemming te hebben verkregen.

In het verslag aan de Koning wordt nader aangegeven dat het huishoudelijk reglement moet voorzien in de “modaliteiten (...) voor de inbeslagname van gevaarlijke of verboden voorwerpen, alsook de modaliteiten voor de bewaring en de opslag van deze voorwerpen en hun lot bij het vertrek van de bewoner uit de gemeenschappelijke opvangstructuur.”

Het zou beter zijn om in de ontworpen bepaling gebruik te maken van de nauwkeurigere bewoordingen van het verslag aan de Koning, met dien verstande dat de bepalingen van het huishoudelijk reglement in overeenstemming moeten zijn met de wettelijke, grondwettelijke en verdragsrechtelijke regels die het eigendomsrecht beschermen.

4. In de Nederlandse tekst van paragraaf 2, derde lid, moet het woord “onverwachte” worden ingevoegd tussen het woord “kunnen” en het woord “controles”.

### Artikel 21

1. Artikel 21, eerste, tweede en vierde lid, van het ontwerp biedt de minister de mogelijkheid om een specifiek huishoudelijk reglement in te voeren voor de (niet-begeleide) minderjarigen die verblijven in opvangstructuren, en zelfs voor andere specifieke categorieën van bewoners.

Bij de tenuitvoerlegging van de machtiging die de minister is verleend bij artikel 19, § 1, tweede zin, van de wet van 12 januari 2007, zal hij evenwel rekening moeten houden met de bijzondere situatie van de kwetsbare personen in de zin van artikel 36 van de wet van 12 januari 2007.

Het eerste, tweede en vierde lid van artikel 21 van het ontwerp zijn dus overbodig en moeten worden weggelaten.

2. Het derde lid van artikel 21 van het ontwerp, luidens welk het ontworpen besluit niet van toepassing is op de observatie- en oriëntatiecentra bedoeld in de artikelen 40 en 41 van de wet,<sup>5</sup> zou beter worden opgenomen in de algemene bepalingen van het ontwerp.

---

<sup>5</sup> Zoals is vermeld in het verslag aan de Koning dat is gevoegd bij het koninklijk besluit van 9 april 2007 ‘tot vastlegging van het stelsel en de werkingsregels voor de centra voor observatie en oriëntatie voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen’, zijn de centra voor observatie en oriëntatie opvangstructuren in de zin van de voormelde wet, voorzien van een specifiek juridisch statuut omwille van de kenmerken van de rechthebbenden van de opvang die er voorlopig verblijven, namelijk de niet-begeleide minderjarigen (*Belgisch Staatsblad* van 7 mei 2007, 24043).

Artikel 22

De ontworpen bepaling moet ofwel worden aangevuld met een precieze datum van inwerkingtreding, ofwel worden geschrapt.<sup>6</sup>

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

---

<sup>6</sup> In dat geval zal het besluit, overeenkomstig artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, in werking treden tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.